

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

**(CCAP groupement de commande État / Région N° dirce-spe-contrôle-ext-2026)**

#### ***Groupement de commande***

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)  
et

Région Auvergne Rhône Alpes  
RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
101 COURS CHARLEMAGNE  
CS 20033  
69269 LYON CEDEX 02

N° SIRET : 20005376700014

**Le coordonnateur du groupement est :** Ministère Chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE)

#### ***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

ÉTAT – Ministère Chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR CE) en tant que  
coordonnateur d'un groupement de commande avec la Région Auvergne – Rhône-  
Alpes  
et la Région Auvergne Rhône Alpes

***Représentant de l'Acheteur (RA)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en  
vigueur de Madame la Préfète Coordonnatrice des Itinéraires Routiers pour la partie  
État

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre Est par délégation en  
vigueur de Monsieur le Président de la Région Auvergne – Rhône-Alpes pour la  
partie Région

***Objet du marché***

Contrôle extérieur des travaux d'entretien des chaussées et d'opérations  
d'aménagement et de modernisation du réseau.

***Remise des offres***

Date limite de réception : 20 novembre 2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du  
RA)

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
<b>1-1. Objet du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>1-2. Décomposition en tranches et en lots.....</b>	<b>7</b>
<b>1-3. Intervenants et forme des notifications.....</b>	<b>7</b>
<b>1-4. Point de départ du délai d'exécution.....</b>	<b>11</b>
<b>1-5. Passation des commandes.....</b>	<b>11</b>
<b>1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....</b>	<b>13</b>
<b>1-7. Dispositions générales.....</b>	<b>14</b>
<b>1-8. Ordres de service.....</b>	<b>17</b>
<b>1-9. Clauses de réexamen du marché public.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>18</b>
<b>3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....</b>	<b>18</b>
<b>3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....</b>	<b>19</b>
<b>3-3. Variation dans les prix.....</b>	<b>21</b>
<b>3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>23</b>
<b>4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....</b>	<b>23</b>
<b>4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....</b>	<b>23</b>
<b>4-3. Autres Pénalités.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>24</b>

<b>5-1. Retenue de garantie.....</b>	<b>24</b>
<b>5-2. Avances.....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>25</b>
<b>6-1. Définitions.....</b>	<b>26</b>
<b>6-2. Régime des droits de propriété intellectuelle.....</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>26</b>
<b>7-1. Période de préparation.....</b>	<b>26</b>
<b>7-2. Programme d'exécution.....</b>	<b>26</b>
7-3. Donnée à remettre par le titulaire.....	26
<b>7-4. Conditions d'exécution.....</b>	<b>27</b>
<b>7-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>33</b>
<b>8-1. Admission.....</b>	<b>33</b>
<b>8-2. Garantie des prestations.....</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 9. RESILIATION.....</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>35</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

### ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

#### **1-1. Objet du marché**

##### **A. Définition de l'Opération**

La présente consultation s'inscrit, conformément à la directive commande publique de la DIRCE, dans les opérations d'entretien préventif, de requalification et de modernisation des chaussées de la DIR Centre-Est pour les 4 années à venir et d'accompagner les districts de leurs expertises.

Dans leur activité d'entretien de la route, les services de la DIR Centre-Est sont amenés à réaliser :

- des travaux d'entretien préventif (renouvellement de la couche de roulement) ou de requalification (renouvellement d'au moins deux couches) des chaussées ;
- des travaux d'aménagement et de modernisation du réseau par la construction de nouvelles infrastructures (investissement) ;
- Opérations de renouvellement de la signalisation horizontale.

##### **B. Objet de la consultation**

Les prestations, objet du présent accord concernent des prestations de Fournitures Courantes et de Services pour le contrôle extérieur de ces opérations de travaux de chaussées et d'opérations d'entretien ou de marquage sur chaussée neuve de la signalisation horizontale, dans les domaines :

- des granulats, liants et chaussées.
- Specifications des constituants, des conditions de mise en œuvre des matériaux et produits lors de l'application de renouvellement de marquage

Toutefois, **des dérogations à la clause d'exclusivité** des prestations objet du présent accord-cadre sont toutefois à prévoir pour les travaux suivants :

- les prestations réalisées en interne par les services de l'État (Cerema, DIR, ...) ;

- pour un dossier donné, les prestations confiées à des prestataires qui sont historiquement déjà titulaires sur ce dossier.
- Les prestations pilotées par les services d'ingénierie.
- Les prestations d'expérimentation ou d'innovation

Le titulaire du marché aura sous sa responsabilité de :

- Valider la chaîne de contrôle externe de l'entreprise de travaux et, plus globalement, les techniques utilisées sur le chantier ;
- Réaliser les contrôles selon la fréquence et le plan de contrôle retenu par le maître d'oeuvre sur proposition du titulaire ;
- Assurer, à la demande du maître d'oeuvre, le conseil technique lors de la réalisation des travaux ;
- Assister le maître d'oeuvre pour la levée des points d'arrêt ;
- Effectuer les interventions complémentaires ou les essais spécifiques à la demande du maître d'oeuvre ;
- En fin de chantier, établir une note de synthèse sur le déroulement du chantier, avec en annexe le dossier de l'ensemble des contrôles effectués.
- La mission comprendra des réunions de préparation, des interventions sur site ou sur les sites de fabrication (en atelier), des essais de laboratoire, des participations à des réunions, une assistance au maître d'oeuvre dans les différents domaines concernés.

Il est rappelé que toutes les prestations ne faisant pas l'objet d'une description dans le CCTP sont exclues du présent accord-cadre.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Le présent marché intervient dans le cadre du groupement de commande mis en place entre la DIRCE, la DIRMC et la Région suite à l'expérimentation 3DS qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2025. À noter que ce marché est hors périmètre de la DIRMC.

La DIRCE sera coordinatrice du groupement de commandes.

Le marché concerne 2 périmètres différents qui donneront lieu à des modalités d'exécution différentes décrites dans les articles y afférant.

## **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

<b>DÉSIGNATION DES LOTS</b>			
<b>Lot n°</b>	<b>Dénomination</b>	<b>District</b>	<b>Lieu d'exécution (le réseau routier national comprenant les bretelles et dépendances)</b>
<b>1</b>	<b>SREX de Moulins</b>	Mâcon	<b>Saône-et-Loire</b> : N79, N70, N80
		La Charité sur Loire	<b>Aube</b> : N77
			<b>Nièvre</b> : A77 (PR 100 à PR 160+650), N7, N151
			<b>Yonne</b> : N6, N65, N77, N151
		Moulins	<b>Allier</b> : N7 (PR 0 à PR 81+285), N209, N2007
			<b>Loire</b> : N7 (PR 2+678 à PR 60), N82
			<b>Rhône</b> : N7 (PR 0 à PR 8+420)
<b>2</b>	<b>SREX de Lyon / SREI de Chambéry</b>	Lyon	<b>Rhône</b> : A7 (PR 6 à PR 20), A42 (PR 0 à PR 4+259), A43 (PR 0 à PR 3), A450, N7 (PR 0 à PR 37+371), N346, A47 (PR 0 à PR 1+820)
		Chambéry	<b>Isère</b> : A480 (PR 13 à PR 13+800), N85, N87, N481 <b>Savoie</b> : N90, N201
		Saint-Étienne	<b>Loire</b> : A47, A72, N488, N88
			<b>Rhône</b> : A47 (PR 1+820 à 14)
		Valence	<b>Ardèche</b> : N102
			<b>Drôme</b> : N7 (PR 0 à PR 118+807), N102, N532
			<b>Isère</b> : N7 (PR 0+786 à PR 33+605)
			<b>Rhône</b> : N7 (PR 73 à PR 76+348)

## **1-3. Intervenants et forme des notifications**

### **1-3.1. Mandataire du Maître d'Ouvrage**

Sans objet.

### **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le **projet d'acte spécial**.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de Responsabilité Civile Professionnelle visée à l'**article 1-7.4. de ce présent CCAP.**

### **1-3.3.** Conduite d'opération

Sans objet.

### **1-3.4.** Maître d'Œuvre

La fonction du Maître d'Œuvre comprenant :

- L'assistance au Maître d'Ouvrage pour la passation des commandes ;
- La validation du PAQ et du PRE du chantier ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et les devis quantitatifs détaillés ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
- La direction de l'exécution des commandes ;
- L'assistance au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement.

Elle est assurée par :

- Le Chef de district ou son représentant.

### **1-3.5.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Le suivi de chantier est réalisé en respectant les consignes habituellement en vigueur en matière de sécurité au travail, toutefois complétées par les mesures précisées ci-après qui permettent de respecter les gestes barrières, tant que cela le nécessitera.

- **Opérations relevant d'une coordination SPS**

Avant toute action sur le terrain, le CSPS, à la demande du Maître d'Ouvrage et en lien avec le Maître d'Œuvre, la ou les entreprises et les autres intervenants sur le chantier, doit avoir préalablement adapté le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS). Cette analyse se fonde sur les préconisations du guide de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP), dans sa dernière version en vigueur, et le respect des mesures barrières édictées par les autorités sanitaires.

- **Opérations sans coordination SPS**

Pour les opérations relevant d'un plan de prévention, celui-ci doit être mis à jour selon la même logique que celle décrite ci-dessus pour les opérations relevant de la coordination SPS.



Le Maître d'Œuvre veillera également à disposer d'un document précisant les modalités d'organisation mises en place par l'Entreprise. Il s'assurera que ce document réponde aux principales préconisations du guide de l'OPPBTP en vigueur et il le validera avant le démarrage du chantier.

### **1-3.6.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.7.** Autres intervenants

Pour certains chantiers, le Maître d'Ouvrage pourra mandater soit le CEREMA soit un bureau d'étude privé afin d'assurer les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage voire d'assistance à maîtrise d'œuvre.

**L'information de la mission de cet intervenant sera précisée à la réunion de préparation de chantier.**

### **1-3.8.** Représentant de l'Acheteur (RA)

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service (SREX / SREI) ou son représentant pour assumer notamment les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
- Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- Refus de la demande de paiement lorsque la facture n'est pas dématérialisée ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27, 28 et 29 du CCAG).

### **1-3.9. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, l'adresse postale ou électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-FCS, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Sauf indication contraire fournie par le titulaire, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique figurant à l'article premier de l'acte d'engagement.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE ou par courriel, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

#### **a) Envoi via PLACE**

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans **les huit jours** à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

#### **b) Envoi par courriel**

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification.

Dans le cas où le destinataire, n'accuserait pas réception de l'information, dans les **huit jours** à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1-4. Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

### **1-5. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- Le chef de service du SREX/SREI concerné ou son représentant

Elles sont passées dans les conditions suivantes :

- Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 08h00 au vendredi 20h00, dans les conditions prévues à l'article 1-3.9 de ce CCAP ;

Suivant le périmètre (Etat ou Région), le bon de commande sera émis à partir d'outils différents par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les commandes sont passées par l'un ou l'autre membre du

groupement et seront à facturer à l'un ou l'autre membre du groupement suivant les indications portées au bon de commande.

A noter qu'il y aura une étanchéité comptable et financière complète selon l'émetteur du bon de commande.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique indiquées dans l'Acte d'Engagement. Tout changement devra être signalé pour être valable.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'Acte d'Engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- la date de son émission ;
- son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- les Centres d'Entretien et d'Intervention (CEI) concernés ainsi que les personnes à contacter ;
- route et PR début et fin du chantier ;
- dates prévisionnelles du chantier ;
- le délai de la période de préparation et son point de départ, s'il y a lieu ;
- le délai d'exécution de la prestation et son point de départ ;
- la désignation et la nature de la prestation ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- la référence du marché, son intitulé ;
- Préciser si le bon de commande est émis par l'État ou par la Région ;
- le numéro d'engagement juridique.

A noter que les factures destinées au périmètre Région devront comporter la mention « DIR.. pour le compte de la Région » sous peine de rejet de la facture.

## **1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

### **1-6.1. Mesures de sécurité**

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

### **1-6.2.** Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

### **1-6.3.** Obligation de discrétion

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.3 du CCAP

### **1-6-4.** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.4 du présent CCAP.

## **1-7. Dispositions générales**

### **1-7.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-7.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-7.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet ....."*

*Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.*

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-7.3. Assurances**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **1-7.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

#### **1-7.5.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### **1-7.6.** Clauses sociales et environnementales

Clauses sociales : Sans objet

Clauses environnementales :

- Remise d'un **bilan d'émission de gaz à effet de serre** détaillé a minima selon les postes d'émission mentionnés dans la méthodologie mentionnée à l'article R229-49 du code de l'environnement chaque année. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.5 du CCAP ;
- Le titulaire devra optimiser ses déplacements, favoriser l'utilisation des transports en commun et privilégier une flotte de véhicule électrique ;
- Le titulaire devra recycler les matériaux des échantillons prélevés après destruction



## **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

Les ordres de service seront signés par :

- Le chef de service du SREX / SREX concerné ou son représentant.

## **1-9. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité, les suivantes :

### **A – Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, assorti des documents ci-après :
  - annexe 1 : CCTP marché de travaux
  - annexe 2 : BPU marché de travaux
  - annexe 3 : Carte du réseau de la DIRCE
  - annexe 4 : Carte du réseau Région
  - annexe 5 : CCTP du marché de travaux d'entretien et de renouvellement de la signalisation horizontale sur le réseau de la DIR Centre-Est
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations de fournitures et de services (CCAG) ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché
- les éventuels avenants et leurs annexes.
- le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire. L'acheteur se laisse la possibilité d'exclure certains éléments au moment de l'attribution par le biais d'une mise au point

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

**3-2.1.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF).

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant ou d'un bordereau de prix supplémentaires.

#### ***1. Les horaires et jours de chantiers***

- **Lot 1** : Les chantiers se déroulent principalement **en journée**, du lundi au vendredi, entre **07h00 et 20h00**. Toutefois, lorsque les conditions d'exploitation l'exigent, certains chantiers peuvent être réalisés **de nuit**, entre **20h00 et 07h00**, également du lundi soir au vendredi matin.
- **Lot 2** : Les chantiers sont généralement réalisés **de nuit**, du lundi soir au vendredi matin, entre **20h00 et 07h00**.

Par défaut, tous les prix sont considérés pour des interventions réalisées de jour en semaine. Des plus-values sont appliquées pour rémunérer les sujétions liées aux interventions de nuit. Ces plus-values sont cumulables.

### **3-2.2.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera à l'avancement du marché.

### **3-2.3. Modalités de transmission et de paiement - État / Région**

#### **3-2-3-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « *Chorus Pro* » depuis le lien suivant :

**<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les modalités d'utilisation du portail "*Chorus Pro*" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

**<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>**

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) **du marché** État ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) **du marché** Région ;
- le numéro de SIRET du destinataire en fonction du périmètre (cf annexe 1) :
  - État 110 002 011 00044 ou
  - Région 200 053 767 00014
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le code du service exécutant de la dépense concernant la Région est « **Routes** »
- L'émetteur de la facture (État ou Région)
- Les références des bons de commandes

Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante :

**État : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.**

**Région : Numéro de facturation interne - Nom du service de la DIRCE, pour le compte de la Région - Nom du fournisseur.**

Il convient de prévenir le service ordonnateur à chaque dépôt en lui transmettant le certificat de dépôt concerné disponible sur Chorus Pro.

Remarques :

- La facturation ne doit pas porter sur plusieurs bons de commande. Une facture est égale à un bon de commande.
- Les factures doivent être transmises, selon la fréquence demandée et regroupées en un seul et même dépôt sur Chorus Pro et sur une seule et même journée à prévoir au planning ;
- S'il s'est écoulé moins de 80 jours depuis le dépôt précédent, alors le RA se réserve la possibilité de refuser la ou les factures concernées.

ANNEXE 2 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre État)

ANNEXE 3 : modalités de dépôt des factures via chorus pro (périmètre Région)

### **3-2-3.2 Modalités de paiement**

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt du projet de décompte sur Chorus Pro pour l'État comme pour la Région (à l'exception du cas particulier du projet de décompte final pour lequel le point de départ du délai de paiement correspond au dépôt du décompte général définitif sur Chorus Pro par le titulaire).

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

### **3-2.4. Approvisionnements**

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 du présent CCAP.

**3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

**3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

**ING : Ingénierie**

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE.

**3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-3} / I_0)$$

avec :

$I_0$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ( $m_0$ ) ;  
 $I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations -3 mois

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient est arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, le calcul sera fait par le logiciel de gestion des marchés de la DIRCE (GEMME).

**3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont des sommes dues par le titulaire lorsqu'une obligation contractuelle n'est pas respectée. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son auto-liquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

**3-4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

**4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

## **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations (contrôle de la composition et transmission des analyses, rapports et dossier de synthèse au maître d'œuvre dans les délais du CCTP) le prestataire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable, **une pénalité journalière de 20 % du montant du bon de commande**

## **4-3. Autres Pénalités**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

### **4-3.1. Pénalité pour non remise en état des lieux**

Lorsque le rebouchage de l'empreinte (trou laissé par la carotte), tel que décrit au chapitre 3.4.2 du CCTP, est défectueux le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **1 000 €** par empreinte. Cette pénalité est applicable pendant un an après la date de carottage.

### **4-3.2. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à la sécurité des travailleurs, et notamment au port du gilet de sécurité, une pénalité de **200 €** par contrevenant et par constatation sera appliquée.

### **4-3.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**

### **4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**

### **4-3.5. Pénalités relative à l'environnement**

En cas de non-respect du PRE, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **1000 €** pour non-respect d'une des procédures du PRE.

En cas de retard sur la remise du bilan d'émission de gaz à effet de serre entrainera une pénalité de **500 € par jours**.

### **4-3.6. Autres pénalités diverses**

#### **Pénalités pour non présentation à une réunion**

Une pénalité de **200 €** sera appliquée pour toute absence à une réunion (réunion fait l'objet au préalable d'une « convocation » écrite par le RA ou son représentant).

### Pénalités pour non conservation des échantillons complémentaires

En cas d'impossibilité de fournir les échantillons conservatoires tel que prévu à l'article 3.4.2 du CCTP, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, **une pénalité forfaitaire de 500 €** par échantillon non conservé.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

- Pour les commandes sur le périmètre État : le pourcentage est fixé à 30 %. Le même pourcentage s'applique si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise).

- Pour les commandes sur le périmètre Région : le pourcentage est fixé à 5 %. Si le titulaire est une TPE-PME le pourcentage est de 10%.

Le titulaire qui souhaite le versement de l'avance doit préalablement constituer et transmettre à l'acheteur une garantie à première demande d'un montant égal à l'avance consentie, dès que le montant de cette avance est supérieur ou égal à 50 000 €.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 11.2 ci-dessus, compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.



La répartition du montant de l'avance s'applique alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

### **6-1. Définitions**

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-FCS.

### **6-2. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Le pouvoir adjudicateur dispose du simple droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. L'étendue de cette concession de propriété intellectuelle, à titre non exclusif, est permanente et pour la France.

Les modes d'exploitation de ces résultats sont notamment les suivants : sous la forme de livrables comme des rapports d'étude numériques ou sous format papier

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

## **ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE**

### **7-1. Période de préparation**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

## **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

Une revue de contrat sera intégrée au marché, sous la forme de trois réunions annuelles d'une heure par lot, organisées entre le titulaire et le maître d'ouvrage. (CCTP art. 5.4)

## **7-3. Donnée à remettre par le titulaire**

Pour chacun des lots, à la fin de chaque année civile N et au maximum avant le 30 janvier de l'année N+1 :

Le titulaire du lot remettra un bilan d'émission de gaz à effet de serre détaillé a minima selon les postes d'émission mentionnés dans la méthodologie mentionnée à l'article R229-49 du code de l'environnement, pour les travaux réalisés pour le compte du maître d'ouvrage. Pour chaque poste, le titulaire fournira la description des émissions comptabilisées, les données d'activité utilisées et les hypothèses faites, ainsi que les facteurs d'émission correspondant. Ce bilan sera effectué "du point de vue" du titulaire. Si le titulaire est tenu d'établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre en application de l'article L229-25 du code de l'environnement, il fournira également les actions envisagées pour réduire les émissions liées aux travaux réalisés pour le compte du maître d'ouvrage.

## **7-4. Conditions d'exécution**

### **7-4.1.** Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

### **7-4.2.** Mise à disposition de matériels pouvoir adjudicateurle pouvoir adjudicateur par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

### **7-4.3.** Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Le titulaire est soumis aux obligations de port des EPI et des mesures de protections imposées par le chef du centre d'entretien et d'intervention et décrites dans le PPSPS ou le plan de prévention de chaque chantier.

En particuliers lors des interventions sur chantier, le véhicule du titulaire devra être équipé d'une signalisation adaptée (gyrophare, plaque service) conforme à la législation en vigueur au jour de la visite.

#### **7-4.4. Installation des chantiers du titulaire**

L'installation des chantiers du titulaire bénéficie des facilités suivantes données par le pouvoir adjudicateur :

- Des emplacements sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux .

Dans les conditions suivantes :

- En cas d'intervention nécessitant un balisage, le titulaire doit s'adapter aux contraintes d'un chantier sous circulation ;
- L'intervention du titulaire doit être programmée au plus tard le mercredi soir pour la semaine suivante.
- 

#### **7-4.5. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- un laboratoire de chantier ;
- les protections ;

- les meubles vestiaires ;
- les matériels de télécommunication ;
- les tenues de travail.

#### **7-4.6.** Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

#### **7-4.7.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

##### **A - Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du pouvoir adjudicateur.

##### **B - Restitution des installations**

Le titulaire a l'obligation de procéder au rebouchage des trous de carottages effectués dans la chaussée.

##### **C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

#### **7-4.8.** Documentation technique

Sans objet.

#### **7-4.9.** Revendications des tiers

Sans objet.

### **7-5. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre.

### **7-5.1.** Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre générales

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du représentant du pouvoir adjudicateur ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

### **7-5.2.** Cas où un coordonnateur SPS n'est pas nommé, établissement d'un Plan de Prévention :

Le titulaire du marché devra respecter les obligations qui lui sont applicables en tant qu'entreprise extérieure. Les dispositions susvisées seront appliquées dans les conditions suivantes :

#### **A - Echanges d'informations**

Dans les cinq jours suivant l'acceptation de la commande, le gestionnaire du réseau routier communique au titulaire les consignes de sécurité, arrêtées par le pouvoir adjudicateur, applicables aux prestations du marché, et concernant le personnel du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur, le représentant du pouvoir adjudicateur, le chef du district et le titulaire se communiquent avant le démarrage de l'exécution des prestations du marché, toutes les informations nécessaires à la prévention des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

#### **B - Inspection commune - Analyse des risques**

A l'initiative du gestionnaire du réseau routier, et avant le démarrage de l'exécution des prestations de la commande, les représentants de la personne responsable du marché pour l'exécution du marché, du représentant du pouvoir adjudicateur, du titulaire et des co-traitants, procèdent conformément aux articles R.4512-6 et 8 à 11 du Code du Travail, à une inspection commune du site d'intervention sous la direction du chef du CEI, ou de son représentant.

A l'issue des inspections, le jour même, et à la vue des informations transmises par les différents intervenants, les représentants précités procèdent ensemble à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

### **C - Plan de Prévention**

Un plan de prévention sera établi par le titulaire et proposé au chef de CEI.

Le chef de CEI réalisera la fiche de préparation de signalisation de chantier.

### **D - Pendant l'exécution des prestations**

Le titulaire et le chef du CEI contrôlent le respect des mesures décidées lors des opérations préalables définies ci-dessus.

## **7-5.3. Cas où un coordonnateur SPS est nommé**

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans les articles du présent CCAP.

### **A – Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

### **B – Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination.

Les reprises, décidées par le représentant du pouvoir adjudicateur, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### **C – Moyens donnés au coordonnateur SPS**

- Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

- Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Représentant du pouvoir adjudicateur (RA).

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des co-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D – Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**

La notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est jointe au bon de commande lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

Si le coordonnateur SPS a connaissance, après le début des travaux, de l'existence de travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L.4532-8, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) mentionné aux articles R.4532-52 et 53.

Les sujétions découlant de la mise en œuvre de ce PGSCSPS sont réglées, le cas échéant, par voie d'avenant.

#### **7-5.4.** Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site

- A** - Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.
- B** - Si un plan de prévention a été établi à l'issue de la période de préparation, les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par ce plan de prévention.
- A son initiative ou à la demande d'un chef d'entreprise extérieure, le chef d'entreprise utilisatrice organise une ou des inspection(s) et réunion(s) auxquelles les chefs d'entreprises extérieures convoqués doivent obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.
- Dans le cas contraire, les chefs d'entreprises extérieures sont tenus de se conformer aux consignes de sécurité qui leurs ont été communiquées par le chef d'entreprise utilisatrice.
- Par ailleurs, en application de l'article R.4512-7 du Code du Travail, s'il apparaît que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures, le titulaire en informe le RA ainsi que le chef de l'entreprise utilisatrice.
- Un plan de prévention est aussitôt établi par les chefs d'entreprises, ils mettent en œuvre les mesures prévues par ce plan ainsi que celles des articles R.4513-1 à 4 du Code du Travail.
- C** - Le chef d'entreprise extérieure informe le chef d'entreprise utilisatrice de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au **A** du présent article.

### **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

#### **8-1. Admission**

##### **8-1.1.** Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA par voie électronique au format .pdf accompagné de sa version modifiable dans un des formats originaux suivants : .ods, .odc, .odp, .odt.

##### **8-1.2.** Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le RA des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois sauf mention contraire dans le CCTP.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RA de ces documents.



Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le RA dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose de 15 jours pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 30.3 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation de l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence du RA ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

Les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

## **ARTICLE 9. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par

le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-FCS est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

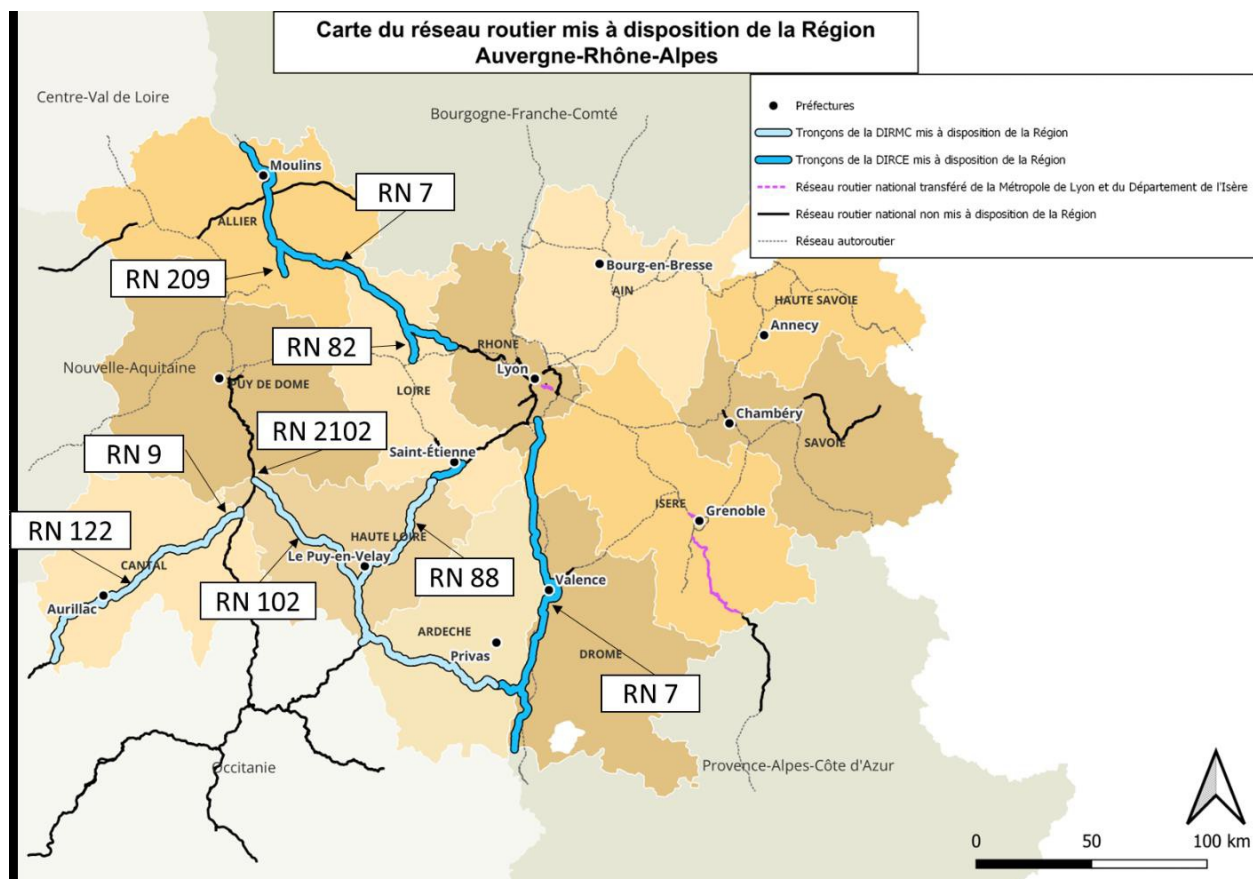
## **ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **CCAG-FCS :**

CCAP Art. 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG - FCS
CCAP Art. 2	déroge à l'article	4.2 du CCAG - FCS
CCAP 3-3.2	déroge à l'article	10.2.4 du CCAG - FCS
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	11.3.2 du CCAG - FCS
CCAP Art. 4	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG - FCS
CCAP Art. 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG - FCS
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG - FCS
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG - FCS
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	30.3 du CCAG – FCS
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	30.2.1 du CCAG – FCS
CCAP Art. 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG - FCS

**ANNEXE 1 – Carte du réseau DIRCE mis à disposition Région AURA**



ANNEXE 2

## Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO « FACTURE TRAVAUX »

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

✓ S'agissant d'une facture relative à un **marché**, pour lequel un Acte d'Engagement a été établi et notifié, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE TRAVAUX** ».

✓ Rappel des consignes pour déposer :

- Regrouper toutes les factures ou projets de décomptes du mois, sur **un seul et unique dépôt par mois et par marché**.
- En cas de groupement, quelle qu'en soit la forme, **seul le mandataire est habilité à déposer**.
- Le numéro de SIRET utilisé pour faire **votre** dépôt doit être **le même que celui renseigné dans le marché**.
- Le **cadre de facturation et les destinataires choisis** ont un impact très important sur le traitement de la facture.

*Exemple pour un dépôt mensuel : déposer sur le cadre de facturation :*

### **A4-Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur**

#### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

\* Cadre de facturation:

**A4 – Projet de décompte mensuel déposé par un fournisseur**



## ✓ Informations obligatoires à renseigner :

Dans le bloc  
« Destinataire de la facture » :  
renseigner les numéros de SIRET du

**maître d'ouvrage**  
et du  
**maître d'œuvre**.

Ces éléments doivent vous être transmis  
par le service acheteur  
(voir tableau ci-dessous)

**Ne pas saisir de « code service »**

## DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Maîtrise d'ouvrage

\* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Raison sociale :

Service :

Rechercher un service

Recherche avancée

Libellé service :

Maîtrise d'œuvre :

\* SIRET :

Rechercher une structu...

Recherche avancée

Titulaire	Nom du Titulaire
Opération	Nom de l'opération
Maîtrise d'ouvrage (MOA)	DIRCE, DREAL...
Maîtrise d'œuvre (MOE)	DIRCE, MOE privé...
Service acheteur de la DIRCE	SIR Lyon, SES...
Objet du marché	Objet
n° de marché	Ex : 2018.xxxxxxxxxxx
<b>Éléments de saisie dans Chorus PRO</b>	
n° Siret MOA	ex. DIRCE : 13000173800017
n° Siret MOE	ex. DIRCE : 13000173800017
n° d'engagement	N° EJ du marché : 11000xxxxx

✓ Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé :

- d'éditer le « **certificat de dépôt** » et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.
- d'informer le service acheteur de votre dépôt en joignant une copie des éléments déposés.

✓ Règle de nomenclature du dépôt :

**Nom du service de la DIRCE – Nom du fournisseur – Numero de facturation interne**

[https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/  
#1530265053516-4c37f316-9bc2](https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-les-factures-de-travaux-pour-les-fournisseurs-titulaires-sous-traitants-et-cotraitants/#1530265053516-4c37f316-9bc2)



## ANNEXE 3

## Modalités de dépôt des factures via le portail CHORUS PRO « FACTURE »

Cette procédure a pour objectif de vous informer et vous rappeler les consignes à respecter lors du dépôt de vos factures.

✓ S'agissant d'une facture courante, celle-ci doit être obligatoirement dématérialisée et déposée sur l'espace Chorus Pro « **FACTURE** ».

✓ Informations obligatoires à renseigner :

Une partie des informations figurent sur votre bon de commande :

### Référence à rappeler :

- N° d'engagement : Exxxxxxx
- Code Service : ROUTE

- Le numéro d'engagement : **Ce numéro est propre à chaque commande** ; il sera renseigné à l'édition du bon de commande (obtention du numéro via l'outil Grand Angle auprès du gestionnaire comptable CAF).
- Le code service : **ROUTES** (également déjà renseigné sur le bon de commande)
- La TVA : **TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR03200053767**
- le Destinataire de la facture : renseigner le n° SIRET de La Région Auvergne Rhône Alpes : 20005376700014
- **Le n° de la facture d'origine : Indiquer DIRCE + votre numéro de facture entreprise**

### DESTINATAIRE DE LA FACTURE

Le destinataire est-il l'État ? :

☐ NON

\* SIRET :

 Rechercher une structure

Raison sociale :

Code service

 Rechercher un service

Libellé service :

**20005376700014 ROUTE**

✓ **Après la validation de votre dépôt, il est vivement recommandé d'éditer le « certificat de dépôt »** et vérifier les informations. Celui-ci peut vous être demandé par le service acheteur ultérieurement.

**Toute votre attention est requise sur ces modalités particulières qui doivent être mises en œuvre le plus rigoureusement possible. En effet, en cas d'erreur, les risques de rejets sont très importants et les retards de paiement forts probables.**